

Communiqué

Berne, le 16 décembre 2024

Embargo: 16.12.24, 10h00

NON à l'utopie verte et à l'explosion des prix !

Une alliance interpartis combat l'initiative irréaliste sur la responsabilité environnementale

Le 9 février 2025, les électeurs se prononceront sur un projet irréaliste, coûteux et irresponsable des Jeunes Verts. L'initiative entraînerait une explosion des prix, un renoncement drastique de la consommation et une perte de prospérité. Le pouvoir d'achat diminuerait massivement et toucherait les plus faibles. Les habitantes et habitants se verraient ainsi contraints de changer leur mode de vie, de vacances et de loisirs, mais aussi de se loger, de manger et de se déplacer autrement.

Une alliance interpartis, composée du PLR, du Centre et de l'UDC, s'oppose à cette initiative irresponsable. L'Alliance du NON estime que l'initiative des milieux écologistes est irréaliste, insensée et inutile.

Exigence irréaliste, calendrier irresponsable

L'initiative des Jeunes Verts exige que la Suisse réduise globalement son impact sur l'environnement d'environ 67 pour cent en l'espace de dix ans, un calendrier intenable. Il est également totalement inutile, car la Suisse a réussi à découpler la croissance économique de la consommation de ressources. De plus, l'objectif est déjà ancré dans l'article 73 de la Constitution fédérale. L'ambition et les efforts déjà fournis dans la réduction des émissions polluantes et de la consommation de ressources naturelles ne doivent toutefois pas être relâchés.

Renoncement à la consommation et explosion des prix

Les conséquences de l'initiative seraient désastreuses pour la population ainsi que pour les entreprises. Les prix des loyers, des denrées alimentaires et surtout de la mobilité exploseraient, tandis que les risques de restrictions, de contingents et d'interdictions de consommation, notamment dans le domaine des vacances et des loisirs, sont également inévitables. Une réduction de 67% en 10 ans ne pourrait pas se faire de manière linéaire dans tous les domaines. Si l'on prend l'exemple de la santé, nous ne pourrions pas simplement fermer deux hôpitaux sur trois. Des fonctionnaires devraient être chargés d'édicter des règles de production, des restrictions de voyage, des interdictions d'importation et, en somme, de contrôler le mode de vie de tout un chacun. Nous serions toutes et tous contraints de manger (viande et produits d'origine animale), de se loger (chauffage, consommation de surface) et de se déplacer différemment.

Un boomerang sociopolitique

L'initiative irresponsable frapperait les plus pauvres de trois façons. Premièrement, par l'explosion des prix du chauffage, de l'essence et des denrées alimentaires de base. Deuxièmement, par la réduction radicale des prestations de l'Etat, car celui-ci manque de recettes fiscales et doit investir dans la transformation des infrastructures. Enfin, de nombreuses personnes - notamment les principaux contribuables - seraient contraintes d'émigrer pour échapper au carcan écologique. En somme, l'initiative équivaldrait à une bombe sociopolitique. Et c'est la classe moyenne qui paierait l'addition.

Atteinte à la prospérité

Aujourd'hui, seuls des États comme l'Afghanistan, Haïti ou Madagascar répondent aux exigences de l'initiative des Jeunes Verts. Cela s'explique par leur faible niveau de prospérité et leur mode de vie modeste, et non par une utilisation efficace des ressources. Leur performance économique est en moyenne 150 fois inférieure à celle de la Suisse, tandis que l'empreinte écologique par habitant en Suisse n'est qu'environ 5 fois plus importante que dans les pays susmentionnés. Cela souligne les progrès considérables réalisés par la Suisse en matière de protection de l'environnement et d'efficacité économique.

Contact

Simone de Montmollin, Conseillère nationale (PLR), 079 691 40 92

Sidney Kamerzin, Conseiller national (Le Centre), 079 415 59 36

Nicolas Kolly, Conseiller national (UDC), 076 575 90 68

Babette Sigg Frank, Président Konsumentenforum kf, 076 373 83 18

Christian Wasserfallen, Président Infra Suisse, 078 648 39 71

Adrian Michel, Responsable campagnes, 078 602 67 02